
WIDENER
HN NMNL 0

LE SOCIALISME

A NOTRE ÉPOQUE

PAR

D. GOUBAREFF



BEAULIEU-SUR-MER

—

1886

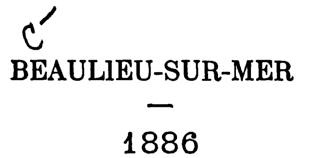
LE

SOCIALISME

A NOTRE ÉPOQUE

PAR

D. GOUBAREFF



BEAULIEU-SUR-MER

1886

Imprimerie Niçoise, descente Crotti, 8

LE SOCIALISME

A NOTRE ÉPOQUE

PRÉFACE

Un des plus grands succès de la civilisation, c'est d'être parvenu à avouer que les lois sociales qui régissent l'humanité sont devenues insuffisantes par rapport au progrès qui s'est produit dans les nations, et d'être résolu à les modifier, non par une révolution subite, mais par la voie de discussions réfléchies, menées avec un calme persévérant.

La philosophie, jusqu'à présent, n'ayant eu qu'un rôle passif, commence à avoir un rôle plus important. Secondée par la science, l'économie politique et la statistique, elle doit se placer sur le terrain de l'activité pratique, à condition que la raison s'associe avec le cœur humain, car la raison, dans les relations humaines, n'est que le philtre du cœur. Il est heureux de constater qu'il s'est formé plusieurs Sociétés et Associations ayant pour but d'amener à la suppression des guerres et de créer des lois Internationales dignes des rapports qui se sont établis entre les peuples civilisés.

Parmi les questions principales qui agitent en ce moment le monde entier, on peut citer : 1° l'antagonisme des peuples ; 2° les relations entre le capital et le travail ; 3° le désaccord entre les protectionnistes et les libres-échangistes.

Je ne parlerai ni de la famille, ni de la propriété, ni de la religion, dont je respecte l'existence en principe, car la famille est la base de la société humaine, la propriété est la base de l'individualité humaine, la religion est la base de la morale ; pourvu que la famille soit basée sur l'amour naturel et non sur le

despotisme, que la propriété soit respectée par la loi dans l'intérêt de l'équilibre social, que la religion soit une expression libre des sentiments au lieu d'être impos e par la force physique.

Examinons les trois questions que je viens de poser et commençons par l'antagonisme des peuples :

Les peuples ayant chacun d'un côté : son histoire, ses mœurs, sa langue, sa religion, ses intérêts, son ambition, sa vanité, sa gloire, son point d'honneur et ses passions, conditions qui les empêchent de former une seule patric universelle ; de l'autre côté, étant parvenu à un degré de relations beaucoup plus intimes qu'auparavant, grâce à l'électricité, la vapeur, les emprunts, le commerce, l'industrie, la liberté de la presse et les associations par actions, relations qui ont créé, on peut le dire, une condition tout-à-fait nouvelle qui peut être appelée le système nerveux de l'humanité et qui fait que les peuples de toute la terre ont formé un corps complet qui souffre tout entier lorsqu'un de ses membres est dérangé ; il est évident qu'il faut qu'ils s'entendent entre eux pour s'entr'aider, au lieu de se faire du tort comme ils le font maintenant, au détriment de leur bien-être.

Parmi les moyens efficaces qui pourraient y remédier j'en pourrai citer deux :

1° Considérer comme criminels pour participation indirecte aux luttes sanglantes, les banquiers qui prêtent de l'argent aux gouvernements pour faire la guerre offensive ;

2° Remplacer la diplomatie par un autre corps qui serait chargé de réconcilier, de consolider et de garantir les relations amicales des peuples, et en cas de différend, d'intervenir comme intermédiaire pour délibérer les questions, rétablir et maintenir l'équilibre entre l'amour-propre des peuples et l'intérêt général.

Ce corps, si nécessaire à notre époque, c'est le corps d'arbitres, qui doit former un congrès permanent composé de plusieurs membres (plusieurs pour chaque pays) représentant les divers intérêts de leur pays.

Ces membres doivent être élus par les peuples ou nommés par les gouvernements, cela dépend de la forme des gouvernements qu'ils représentent.

Outre les questions internationales, l'examen des questions sociales doit être confié aux arbitres, avec l'autorisation d'inviter au congrès les autorités de la science, de l'économie politique, de la statistique et de la philosophie.

Examinons maintenant la seconde question : les relations entre le travail et le capital.

L'écart d'équilibre qui existe dans la Société entre le travail accumulé, dont le produit est le capital, et le travail en fonction dispersé, qui produit le paupérisme, nous oblige d'attirer l'atten-

tion sur les mesures à prendre pour reconstituer les relations entre le travail et le capital.

Jusqu'à ce que le régime de la féodalité, de l'esclavage et du servage a régné parmi les hommes, le travail a pu être exploité par une certaine classe de la société ; mais à notre époque où l'ouvrier est devenu électeur, par conséquent jouissant des mêmes droits et subissant les mêmes devoirs que le patron, celui-ci ne peut plus lui imposer ses conditions arbitraires ; donc il n'y a que la convention mutuelle qui puisse rétablir l'équilibre ébranlé ; par conséquent, il faut établir une complète liberté pour les contrats des ouvriers avec les patrons et veiller à l'exécution de ces contrats, ayant soin en même temps d'empêcher la coalition des capitaux contre la classe ouvrière.

Il ne nous reste qu'à jeter un coup d'œil sur le désaccord entre les protectionnistes et les libres-échangistes :

La différence des climats sur notre planète a fait que chaque pays a des produits différents.

L'abondance disproportionnée de certains produits d'un pays d'un côté, et le manque total dans le même pays d'autres produits, ont fait que les peuples, forcément, sont obligés à échanger entre eux leurs produits.

Le commerce ayant pris des proportions immenses, grâce à la facilité des communications et la certitude qu'ont acquis, par la civilisation, les peuples, d'échanger en tous temps et dans une courte durée leurs produits, ont créé la tendance à ne produire dans chaque pays que ce qui est favorable au climat, et ont donné, par conséquent, à tous les peuples la jouissance de denrées de meilleure qualité.

Les empêcher d'échanger leurs produits serait un attentat à leur existence ; leur poser des conditions limitées, c'est créer la discorde entre les peuples et paralyser le progrès industriel et agricole, qui a pour base la concurrence ; par conséquent, il faut tendre à supprimer le régime protectionniste en remplaçant les recettes des douanes par des impôts d'un autre genre, par exemple par des impôts sur les héritages, et en semant l'instruction parmi les classes ouvrières.

Outre les questions dont je viens de parler, il y en a encore qui, quoique plus éloignées, méritent aussi d'attirer l'attention : ce sont les fléaux qui envahissent les races humaines différentes.

Les tendances par trop mercantiles, l'intérêt et le calcul exclusivement matériels de la race anglo-saxonne, poussés à un point trop exagéré, fait prévoir le danger de la démoralisation de cette race.

Les sentiments par trop guerriers qui envahissent la race germanique et qui, de jour en jour, gagnent du terrain parmi ses

imitateurs, font prévoir qu'il arrivera un jour où cette phrase fatale « la force prime le droit » sera un fait accompli.

La race latine étant tombée d'un extrême à l'autre, c'est-à-dire de l'idolatrie à l'athéïsme, ayant un penchant vers la nonchalance dans l'administration et l'instruction, et envahie par l'ambition politique, fait prévoir le dépérissement de l influence morale et intellectuelle qu'elle a toujours eue sur le monde entier.

L'envahissement de la race slave par la secte des Nihilistes (reniant tout ce qui existe) et la secte des Scopzi (qui se mutilent volontairement), sectes fort dangereuses dans cette race, où la civilisation est encore à un degré très minime. fait prévoir une catastrophe sans exemple dans l'histoire de l'humanité.

L'assoupissement de la race mongole par l'opium fait prévoir la rétrogradation du progrès.

Voilà des questions plus graves encore et certainement plus générales que celles dont j'ai eu l'honneur de parler, et qui ne peuvent être résolues avantageusement qu'avec une grande persévérance, énergique au point de vue moral, mais modérée au point de vue de l'application.

Après avoir attiré l'attention sur les quelques questions sociales de notre époque, et avant de réformer les lois, je dois ajouter ces quelques paroles :

Avant de dicter une loi, il faut rendre les hommes capables de la respecter.

La loi étant basée sur la justice sacrée, est un trait d'union entre la matière et la force morale.

La nature ayant en vue l'ordre en toute chose, a établi des lois une fois pour toutes et les observe strictement.

Les hommes, dépendant de la nature, doivent l'imiter religieusement.

Les lois humaines sont des conventions dérivant des rapports nécessaires par la force des choses. Elles doivent réunir toutes les conditions de la morale, de l'hygiène, du grand, du juste, du beau et de l'utile.

Elles ne diffèrent des lois de la nature que par la nécessité de modifications, basées sur le progrès de l'intelligence humaine ; mais elles ont toujours, comme protecteur, la justice.

La justice étant une condition absolue et supérieure à toutes les qualités, a droit à plus que du respect. C'est du prestige que je veux parler. C'est ce prestige qui doit attirer l'estime, le respect, l'amour et l'adoration et servir de base à toute législation, et gloire à la civilisation quand on parviendra au moment où l'on donnera la liberté aux peuples de choisir les nations desquelles ils veulent faire partie, ou de se constituer en nations indépendantes, afin de former de tous les peuples civilisés une confédération paci-

fique et laborieuse qui pourra réellement civiliser les peuples arriérés.

En attendant, il y a trois conditions à remplir :

1° Il faut donner à la génération nouvelle une instruction conforme au progrès de notre époque ;
2° Il faut lui donner une éducation basée sur la vraie morale ;
3° Tendre à supprimer le paupérisme.
Pour ces trois conditions voici une idée :

1. Le commerce étant une condition inévitable et indispensable, est le principal provocateur des relations humaines, par conséquent le conducteur naturel et indépendant de la civilisation.

Le devoir des nations civilisées est de s'en servir comme moyen pour réaliser la fraternité des peuples. Dans ce but je propose de fonder des écoles de commerce international, où l'on aura soin de former des représentants de la nouvelle méthode de commerce, résultant des changements qui se sont opérés dans les relations des peuples, grâce à l'électricité et à la vapeur.

2. La religion, qui de jour en jour s'éteint visiblement sans être encore remplacée par une autre convention morale, je propose de fonder une société philosophique universelle d'assistance mutuelle, qui aurait pour but de semer le bien-être parmi les hommes, en fondant des écoles, des asiles, des hôpitaux, en venant en aide aux misérables qui meurent de faim et en enseignant, au nom de la justice, de la compassion et du respect mutuels, la morale pure et idéale qui servira de base à l'unification de toutes les religions.

3. Le paupérisme, de jour en jour croissant, ce fléau qui ne peut être arrêté ni par la science, ni par la philosophie, ni par la religion, ni par la répression par la force physique, demande à être diminué, sinon supprimé ; par conséquent je propose de former des sociétés par actions pour donner la possibilité aux ouvriers d'avoir des vêtements au prix de fabrique, les aliments à prix réduits et des bains à bon marché. Construire des petites maisons ne pouvant loger qu'une seule famille chacune, en réservant à l'ouvrier qui y loge avec sa famille l'avantage d'en devenir propriétaire dans un certain nombre d'années, en combinant le prix de la location avec les intérêts d'amortissement du capital, afin de rendre l'ouvrier ami de l'ordre et de la société et lui procurer la possibilité de mettre de côté une partie de son salaire pour devenir, avec le temps, capitaliste et par cela réunir dans les mêmes mains le travail et le capital. C'est la seule condition de l'émancipation du travail qui pourra fournir le pouvoir de former des associations ouvrières indépendantes du capital qui existe en

dehors d'elles, ce capital oppresseur concentré dans les mains non ouvrières, dont le rôle oppresseur par la force des choses changera en rôle bienveillant, servant de caisse de prêts aux Sociétés ouvrières.

D. GOUBAREFF.

LE SOCIALISME

A NOTRE ÉPOQUE

L'agitation socialiste qui travaille actuellement l'Europe, est trop grande pour ne pas en parler. L'abandonner à elle-même, c'est livrer la Société à l'anarchie et en faire la proie de l'ignorance ; tendre à l'arrêter par la répression, serait aussi imprudent que de barrer le cours d'un torrent qui augmentera de force après avoir brisé la digue, ou de boucher une chaudière qui éclaterait.

Le Socialisme à notre époque, est devenu une puissance vivante. Pour assister à sa naissance et à son développement il faut embrasser d'une vue synthétique le cours de l'histoire, depuis la chute de l'Empire Romain. A la dissolution de la civilisation antique, les races germaniques et autres ont pris possession de toute l'Europe. Les chefs militaires se sont emparés du sol et chacun s'est établi sur un domaine où il s'est fortifié et est devenu souverain. De là est né le grand régime féodal avec son système politique et économique. Le premier avait pour principe l'hérédité, et le droit de l'épée ; le second était basé sur le monopole de la propriété térritoriale et le servage des masses.

Pendant que ce régime se développait, l'Eglise catholique, création de la race latine, s'établissait à ses côtés. Elle avait aussi une organisation et une existence indépendantes et un système politique et économique particuliers. Ces deux pouvoirs possédaient les richesses, les privilèges et les honneurs ; la masse du peuple ne comptait pour rien.

En même temps, les habitants des bourgs et des villes ont produit le tiers-état (la bourgeoisie). Avec la consolidation du tiers-état a commencée l'attaque contre le régime féodal et ses institutions. Le premier acte de ce mouvoment a été l'établissement des villes libres.

Plus tard a commencé l'attaque contre l'Eglise de Rome, dont le résultat fut la Réformation, qui en a brisé l'unité et l'autorité. La Réformation peut être considérée comme le second acte de ce drame ; le troisième et le plus terrible, a été la révolution de 1789.

Cette Révolution a été dirigée contre tout le système politique du moyen-âge. En détruisant ce système, elle a affranchi complètement la bourgeoisie, et a fait tomber après quelques oscillations le pouvoir entre ses mains. L'élévation de la bourgeoisie a permis au peuple de monter d'un échelon. Le fait capital de notre siècle est ce progrès du peuple. Réveillé par l'idée de ses droits, il a commencé une attaque en règle contre le système économique de la vieille Société. Les théories militantes, qui dirigent cette attaque, constituent ce qu'on appelle le *Socialisme*.

Le Socialisme est à la Révolution économique qui se prépare, ce que les doctrines politiques du dix-huitième siècle étaient à la Révolution de 1789. Il attaque le monopole de la propriété, les privilèges du capital, le salaire, etc., comme les doctrines du dix-huitième siècle qui ont battu en brèche le système monarchique et aristocratique.

Le Socialisme dans son état actuel de développement, n'est qu'un système spéculatif et arbitraire, laissant la porte ouverte à toutes les exagérations, car il n'est qu'en état d'enfance et d'inexpérience. Le peuple s'élève contre les privilèges des bourgeois, son but est de se mettre à sa place ; c'est le quatrième acte qui se prépare.

L'histoire nous confirme que le socialisme est une puissance vivante; heureusement pour nous, qui vivons dans un siècle de progrès et de lumière, car il nous est facile de lutter contre les ténèbres. Avant de tracer le plan d'attaque contre les ténèbres, il faut prendre en considération que la politique, les lois sociales et la religion sont des puissances vivantes, qui sont bien près de la décadence, lorsqu'elles sont devenues immobiles dans leurs dogmes, dans leur discipline et dans leur organisation extérieures; car tout ce qui vit se meut, se développe et se transforme; donc, pour résoudre les problèmes politiques et sociaux de notre époque, et mettre fin aux agitations et aux luttes révolutionnaires, qui menacent de s'aggraver, il faut commencer par faire des réformes que l'état

du peuple et le progrès général demandent impérieusement, qui mettraient les nations modernes à même de traverser la crise dans laquelle elles se trouvent engagées bon gré mal gré, sans révolution, sans bouleversement et sans effusion de sang. Nous allons parcourir l'état actuel des choses et chercher le moyen d'y remédier. — Oui, sans doute, c'est une grande consolation de voir toutes les choses ici-bas pour le mieux, et de prendre pour maxime, dans toutes les circonstances de la vie, ce qu'à quelque chose malheur est bon; mais cette illusion peut-elle durer, et n'est-on pas obligé à la fin de se rendre à cette grande puissance, qui est la vérité.

Cependant, il y a des gens qui osent soutenir que la guerre, par exemple, cette monstruosité, qui fait honte à notre siècle, honte à notre civilisation, cause dans les finaces un bouleversement, qui fait activer et par conséquent prospérer les affaires; enfin, que les millions d'hommes ravis à leur patrie, à leurs familles, débarrassent la terre du trop-plein de la population, et que les peuples opprimés acquièrent, en perdant leur liberté et leur indépendance, des avantages qui leur en compensent la perte; la misère même a son bon côté, disent-ils, parce qu'elle provoque la charité. Erreur, et mille fois erreur.

Mais quelle différence y a-t-il entre de semblables raisonnements et ceux d'un malade qui se réjouirait d'être dans l'impuissance d'agir, parce qu'il a au moins la certitude de ne rien faire dont il aie à se repentir, ou d'un médecin comme il n'y en a que trop malheureusement, qui se réjouit d'une épidémie parce qu'elle lui promet des clients. — Faut-il donc dépouiller ses semblables pour avoir l'occasion de les secourir? mettre des pierres devant la charrue pour augmenter l'effort du laboureur? ruiner les uns pour enrichir les autres; brûler la maison de son voisin pour avoir la gloire de l'éteindre? se faire esclave pour se procurer la jouissauce du moment où l'on cesse de l'être? Non, et pourtant notre siècle nous offre ce spectacle lugubre. Au fond, de quoi s'agit-il? Où allons-nous? Que veut-on? le malheur ou le bonheur? Si c'est le malheur, croisons les bras, si c'est le bonheur, cherchons-le.

Que faut-il à un homme pour qu'il soit heureux? la santé, le travail, la distraction, la possibilité de faire quelques épargnes; à une famille? l'amour, la faculté de donner l'édu-

cation et l'instruction aux enfants; à un peuple? un bon gouvernement; à une race? la fraternité; à l'humanité? la libre concurrence, la liberté du commerce, le libre échange, l'équilibre des passions humaines et l'intérêt général.

Comment, dira-t-on, ce n'est qu'en cela que consiste le bonheur qu'on cherche toujours sans le trouver. Et pourquoi ne le trouve-t-en pas? Parce qu'on ne peut se figurer qu'il soit si simple et si facile; on le cherche dans des choses bien plus compliquées et bien plus difficiles, c'est toujours cette même grande erreur, humaine, déplorée par les poètes et les philosophes, raillée par les fabulistes, c'est en cherchant le bonheur plus loin qu'il n'est qu'on élève sa ruine. Et pourtant, c'est le but de la religion, de la science, de la philosophie, de l'économie politique, l'idée fixe de tout être humain, qui ne sacrifie pas la réalité pour l'illusion; mais l'intérêt personnel domine l'intérêt général, on ne se rend pas compte que le bien-être personnel est en raison directe du bien-être général, que l être humain est un être exclusivement sociable. et que la force morale dont il est doué est une force qui n'a raison d'être que lorsqu'elle est mutuelle; parce qu'on nie, que si cette force se renferme dans l'égoïsme, elle divise les individus, les familles, les peuples, les races et l'humanité tout entière en une multitude de centres répulsifs. qui ne peuvent se maintenir que par le combat pour l'existence. N'en voyons-nous pas la preuve?

L'homme jouit-il de la santé dont il devrait jouir dans les circonstances actuelles, où les sciences ont fait tant de progrès en hygiène? Evidemment non. Les guerres enlèvent les plus robustes, ce qui empêche le développement physique du genre humain, contrairement à la nature, qui sacrifie les faibles aux plus forts, cette loi implacable du combat pour l'existence. Les bords des mers et les plaines marécageuses sont restés en état marécageux et continuent à être les foyers des maladies.

Le déboisage irrégulier enlève aux bons climats leur force bienfaisante, desséchant les rivières et rendant les pays arides. Les droits imposés sur les aliments augmentent de jour en jour, ce qui oblige la plupart des gens à se contenter d'une nourriture malsaine et insuffisante, source de toutes les maladies.

Les guerres, répétons-le, enlèvent aux familles les jeune gens, qui leur sont rendus en partie en état d'invalides, ce qui diminue le nombre des travailleurs et par conséquent les productions de la terre, en augmentant les charges. L'ouvrier a-t-il toujours le travail et le commerçant des affaires? non, les crises politiques arrêtent le commerce, le eommerce l'industrie, l'industrie le travail.

L'ouvrier jouit-il du repos? non, c'est le chômage qui le remplace. un repos fiévreux au lieu d'être calme. L'ouvrier a-t-il des distractions? Non, étant privé de toutes les distractions morales à cause de son défaut d'instruction, il les remplace par l'abus du vin. L'ouvrier peut-il faires des épargnes pour sa vieillesse ou la maladie? Non; il est au contraire obligé de faire des privations pour ne pas contracter de dettes. Les enfants peuvent-ils tous aller à l'école? Il y en a beaucoup, qui n'ont pas les moyens de payer l'encre, les plumes, et le papier, qu'on exige souvent en trop grande quantité.

Les gouvernements sont-ils bons? C'est une question analogue à celle-ci: les peuples le sont-ils? Car chaque peuple à le gouvernement qu'il mérite, Or, si les peuples préfèrent l'égoïsme l'ambition, la prépondérance, l'influence, le chauvinisme, la politique basée sur les anciennes traditions de haine, de jalousie, de provocation .de vengeance et de revanche, à la fraternité, la modestie, l'égalité et la concurrence, certes que notre époque offre des modèles de gouvernements admirables, dont les peuples n'ont qu'à se vanter, car jamais on n'a vu les passions extravagantes mises sur une aussi grande échelle et avec autant de cynisme dissimulée par autant de politesses et de désinteresements apparents; jamais disons-nous, on n'a vu l'honneur des peuples joué avec autant de dissimulation, de légérté, et d'insolence qu'à présent. Les peuples n'out que ce qu'ils méritent; qu'ils acceptent donc les consequences qui en résultent jusqu'à ce que les charges et les impôts augmentant tous lesjours, ne les jette dans la dernières des misères, qui peut-être enfin leur servira de leçon et les rendra plus sages. Les peuples de la même race vivent-ils fraternellement ensemble? Non et pourquoi? parce que les grands veulent être les maîtres des petits, et parmi les petits peuples de la même race, il y a un antagonisme continuel, depuis que le principe des nationalités est

devenu utile à la diplomatie, qui s'en sert ou l'écrase, suivant qu'elle en a besoin; le feu étant une fois allumé, continue ses ravages : chacun de ces petits peuples veut avoir l'avantage, l'ambition, l'honneur et la gloire de la réalité future. Où est donc cette fraternité qui devrait être la conséquence de la communauté des mœurs, des religions et de langues ? Certes, qu'elle ne peut exister qu'à conditton de réunir les petits peuples de la même race en confédérations indépendantes. L'humanité est-elle heureuse? non, parce que la plupart des sociétés sont obligées de concentrer leurs efforts afin de ne pas devenir la proieles uns des autres, et par conséquent ont rendu leurs relations pénibles et désagréables.

Possedons-nous le libre concurrence ? non, parce qu'il y a toujours des privilèges injustes et des abus de justice. Possedons-nous la liberté du commerce ? non, parce que les mers au lieu d'être la propriété de tous, ne le sont que de quelques-uns. Possedons-nous la libre échange ? non, parce que dans tous les endroits et à toutes les frontières il y a des douanes qui font payer des tarifs parfois exhorbitants, surtout après les guerres, souvent aussi pendant le délire fiévreux politico-économique, qui fait entrevoir des mirages calédéoscopiques de protectionnisme, et qui éblouit, momentanément, pour disparaître dans quelques instants par la force des choses. Possédons-nous les moyens de satisfaire nos relations morales ? non parce que les lois sociales et internationales n'étant plus d'accord avec le progrès qui s'est produit dans l'intelligence humaine, il y a une contradiction et une lutte, qui ne peuvent être calmées que par la force des choses, conséquence de l'équilibre universel, qui demande beaucoup de temps pour être réalisé, si l'on ne se prête d'aucune façon à le rapprocher.

Autrefois, quand l'humanité vivait dans la barbarie, chaque peuple restait tranquillement chez lui ; mais depuis que la navigation a établi des rapports entre les cinq parties du globe, on s'est livré à l'échange des différents produits de la terre ; les peuples ne se contentant pas de cet avantage, ont voulu se dominer les uns les autres ; alors ont commencé les guerres, l'esclavage et toutes les atrocités; ensuite sont venues les discussions religieuses, et enfin pour un mot de plus ou de moins, l'amour propre blessé du premier souverain, la

revanche, ce grand mot de tous les peuples vaincus, pour des niaiseries, disons-nous, coulent maintenant des flots de sang; un jour viendra, et il n'est pas loin, où éclateront des guerres pour la libre concurrance, la liberté du commerce et libre échange; ce n'est pas une prophétie que nous prétendons faire, nous ne faisons que prévoir une conséquence inévitable de l'état actuel des choses, qui ne peut durer longtemps, ayant atteint les dernières limites; la loi générale de l'équilibre universel imposera enfin sa puissance.

En attendant, que faut-il faire? Attendre la conséquence des événements, mais alors les grandes nations seront déchirées par les guerres, elles mettront tout le monde dans la misère, en imposant des droits exhorbitants, tueront le commerce et l'industrie; les vices, la corruption et l'envahissement des barbares en seront le triste résultat. Si au contraire, nous vivons dans la concorde, et dans la paix, si nous ouvrons les mers, les ports et les frontières pour tous, donnons carte blanche au commerce, aux industries, à la concurrence de tout ce qui est profitable, diminuons les impôts au détriment de la guerre, augmentatons le budget des écoles, donnons des prix aux inventions profitables et aux écrivains de talent et de mérite à la place des brevets et des droits d'auteur; si nous nous dévouons à la science, aux arts, à la poésie, à la littérature, si nous encourageons l'agriculture, ouvrons des concours pour toutes les branches des facultés humaine, c'est alors que la civilisation rentra le bonheur à l'humanités, à chaque race, à chaque peuple, à chaque famille, à chaque individu, et établira enfin l'équilibre universel.

Mais, dira-t-on, comment faire pour y parvenir? Que de fois l'on tente de résoudre cette question sans y réussir, que de théories se sont écroulé au moment où l'on essayait de les mettre à éxecution, à cause du motif, que ce qui convient aux uns ne convient pas aux autres; il faut donc chercher un résultat, qui puisse convenir à tous sans exception, et quand même on l'aurait trouvé, il resterait encore à écarter les obstacles créés par l'esprit de contradiction, ces obstacles insensés, qui détruisent le bon sens et la logique, font pleurer le poète, et le philosophe découragent le savant et le moraliste, irritent l'ignorant et renversent l'équilibre. Il

faut donc trouver un résultat qui conviennet à tous, et renverser l'obstacle dont nous venons de parler.

Les moyens que nous possédons pour le faire sont: la religion, l intelligence, la vertu, la conscience, l'amour, l'espo r, la liberté, la justice et l'ambition. On s'en est pourtant déjà servi, et on n'est arrivé à rien. On n'est arrivé à rien, parce que les religions se contredisent, l'intelligence prend des directions différentes, la vertu est relative, la conscience est l'esclave de l'imagination, l'amour est aveugle, l'espérance est détruite par la déception, la justice est trop difficile à exercer. l'ambition est poussée à l'excès, on fait des abus de la liberté.

De tout ceci il résulte, que la puissance de nos sentiments ne peut pas niveler la balance, il faut donc, afin de donner une juste proportion à ce que nous venons de constater, et obtenir le but que nous poursuivons, diriger tous ces sentiments par une convention artificielle, qui est l'urbanité et la courtoisie, en un mot, la vraie civilisation; c'est elle qui donnera la tolérance, l'indulgence, la tempérance et la patience; c'est à elle qu'appartiendra un jour la gloire de tout ce qui est bien, juste, grand, utile et profitable; c'est elle, qui, ménageant les susceptibilités religieuses et les différentes opinions, contribuera à une entente générale, fera respecter la vertu, contiendra l'imagination dans les limites sensées, encouragera l'espérance, empêchera les abus, fera exercer facilement la justice, désarme a l'ambition; c'est elle enfin, qui provoquera le respect, mettra les limites aux passions humaines, protégera les uns des vices des autres, donnera aux familles le bonheur domestique, aux peuples le bonheur civil, enfin à l'humanité entière la dernière des félicités.

Mais, dira-t-on, la civilisation a une grande lutte à soutenir avec la brutalité, et puis il y a encore mille cas d'amour propre et d'honneur blessé, où la courtoisie a beau être réciproque, l'intérêt différent des deux antagonistes, soit individus, soit peuples, cause la division; nous en voyons souvent l'exemple dans les salons les mieux choisis, ou les parlements composes avec la fleur de la société, ou bien encore les congrès formés avec les plus grandes illustrations; dans ce cas dira-t-on, il ne reste infailliblement que le duel, la révolution politique et la guerre.

Mais ce remède est-il radical, obtient-on la moindre entente, l'intérêt est-il satisfait des deux côtés ? En imagination oui, mais en réalité, non... Honneur oblige, il est vrai ; gloire à ceux qui le possèdent sans tache, intact ; car il est la source de la modération, de la tolérance, de la justice, et du respect de la liberté et de la conscience ; on ne peut être alors victime de la brutalité, de l'ignorance et de la sottise ; on est certain de maintenir sa dignité, parce qu'on est au-dessus de ceux qui veulent la froisser ; et quand on est assez fort pour braver les menaces, on a le cœur trop haut pour se blesser de la grossiereté, on est trop généreux pour se venger de la sottise, et trop grand pour se moquer de l'erreur ; on se confie à un arbitre.

C'est donc la modération en toutes choses, dans toutes les circonstances de la vie, à chaque moment de chaque journée, qui est la source de la civilisation et parconséquent du bonheur ; et cependant, chacun exagère ses haines, ses colères, ses joies, ses déplaisirs, ses affections, ses peines et ses désirs, avec cette grande et belle vertu.

Oublions les orages, les outrages, les privations, les tourments des siècles passés, rendons-nous dignes de l'ère nouvelle qui nous est ouverte par la civilisation.

L'état actuel des relations humaines, relations, constituées par le progrès des sciences, le droit des gens, l'électricité, qui a supprimé le temps, la vapeur qui a supprimé les distances et a donné de l'intelligence à la matière, le commerce et l'industrie qui ont lié les peuples par des intérêts, communs et rèciproques, la liberté de la presse, qui a dévoilé les abus, les emprunts d'Etats et des villes et les associations par actions qui ont créé un intérêt général, a fait que tous les peuples sont obligés de s'incliner devant les faits accomplis, qui ne s'accordent plus avec les passions égoïstes d'ambition, l'envie et d'humiliation, et qui exigent le sacrifice des anciennes traditions.

Persuader les peuples de s'incliner devant les faits accomplis, c'est peine perdue ; les forcer à le faire, c'est la guerre, il ne reste qu'un seul moyen pour satisfaire l'intérêt général, c'est de s'adresser au bon sens des peuples, afin de les engager à reconnaître le principe d'arbitrage et de s'y soumettre.

Une fois l'arbitrage reconnu en principe, les peuples se dé-

gageront du lourd fardeau qui pèse sur leurs relations mutuelles ; alors plus d'imprévu, plus d'intrigues politiques, plus de caprices. Il ne resterait qu'à créer un Code International d'accord avec les faits accomplis pour donner aux arbitres une base à leurs jugemen s futurs. Ils serait très prudent dans ce cas d'éviter le concours de la diplomatie, déjà compromise par les résultats de son impuissance et de son influence vénimeuse, qui met les peuples à la merci de la concurrence d'esprit de quelques diplomates ambitieux, concurrence, qui a fait, que quelques nations ont fini par dominer l'intérêt général, et ont pris une direction criminelle, en sacrifiant lâchement le bien-être de tous pour satisfaire l'ambition de quelques uns.

Pour réaliser la constitution du Code International, et la mise en pratique du système d'arbitrage, il faut s'adresser à la jurisprudence, à la science et à l'économie politique ; il faut nommer une Commission internationale, composée des autorités de ces branches de l'intelligence humaine, et se mettre d'accord pour l'exécution des lois qu'ils auront créé. Ce n'est alors, que le jugement donné par les arbitres aura une force invincible, qui servira de garantie contre le hasard.

Tout le monde convient de l'utilité de la modération ; on sait qu'elle inspire un calme utile, même dans les affaires d'intérêt, ce premier mobile de notre siècle, avec le sang-froid et la présence d'esprit on pare les catastrophes, on prévient les accidents et on ne se laisse pas follement entraîner par des spéculations ou des entreprises chanceuses.

Dans les rapports d'affaires, de familles et d'amitié, on vit toujours dans l'union et dans la paix en modérant ses sentiments de susceptibilité ou de colère, en excusant les effets d'emportement et de tous les mouvements irréfléchis et en se souvenant toujours que c'est l'intention qui caractérise l'action.

Personne ne nie que les gouvernements modérés sont les seuls, qui peuvent faire le bonheur des peuples ; la nature même nous répète sans cesse cette grande leçon ; les climats tempérés prolongent la longevité des habitants et leur donne la santé ; enfin, de quel côté que nous nous retournions, nous voyons, que, non seulement le bonheur est inséparable de la modération, mais même la modération est indispensable

à la vertu. Dans les passions les plus nobles et les plus généreuses, il doit toujours y avoir une mesure, car, de l'exaltation au crime il n'y a qu'un pas à franchir, et les sentiments sublimes causent quelquefois d'irréparables malheurs.

C'est par l'exagération des passions humaines, que la bonté se transforme en faiblesse, la méchanceté en cruauté, la générosité en prodigalité, l'économie en avarice, la fierté en orgueil, la foi en fanatisme, l'incrédulité en matérialisme et nihilisme.

De là les différents partis politiques et religieux qui sont en lutte constante, de là l'antagonisme entre les diverses classes de la société, qui n'arriveront à une entente, que lorsque la modération sera la base de l'éducation, pour devenir une habitude, et la loyauté et la franchise seront la base de la politique.

D. Goubareff.



CONCLUSION

Il est impossible à n'importe quelle societé et à n'importe quel gouvernement de régler mathématiquement les conditions sociales des habitants de la terre, par la plus simple raison que chaque être humain représente une individualité, et que toutes les individualités diffèrent entre elles par les caractères, l'intelligence et la force physique.

La justice elle-même disparaitrait complètement si elle prétendait à égaliser les caractères, les intelligences et les forces physiques. Elle se transformerait en despotisme le plus cruel à moins qu'elle ne parvienne à faire que les hommes deviennent des machines, ce qui est une absurdité.

Tant que les hommes seront des êtres vivants, pensants, ils ne tolèreront ni despotisme d'un groupe, ni despotisme de la masse.

Mais si la masse insiste et persiste à vouloir être despote, elle ramènera l'humanité forcément à l'esclavage ancien, car l'ordre social est la première condition de l'existence.

Etablissons l'ordre social, et prenons comme associé le temps pour le consacrer, car le temps ne respecte pas ce qni se fait sans son concours et en attendant :

Quand on partage le superflu
A ceux qui manquent du nécessaire,
Il faut tâcher de n'être pas vu.
Par la fierté de la misère.

D. GOUBAREFF.

